



50^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme

Point 4 – Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits humains au
Myanmar
29 juin 2022

Intervention du Luxembourg

Merci Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration présentée par l'Union européenne.

Nous remercions le Rapporteur spécial pour son rapport oral sur la situation de droits humains ainsi que pour sa note concernant les droits des enfants au Myanmar.

Monsieur Andrews,

La lecture de votre rapport s'est avérée difficile. Les atrocités criminelles que vous y documentez devraient mobiliser la communauté internationale dans son ensemble. Le coup militaire illégal du 1^{er} février 2021 a sérieusement aggravé la situation des droits humains au Myanmar, pourtant déjà catastrophique auparavant. Le Luxembourg condamne les crimes contre l'humanité et les violations et abus des droits humains, surtout envers les enfants, qui continuent d'être perpétrés.

Afin d'offrir un avenir meilleur aux enfants du Myanmar, nous appelons les autorités de fait du Myanmar à rétablir l'ordre constitutionnel civil sans tarder et coopérer pleinement avec tous les différents mécanismes des Nations Unies, dont le rapporteur spécial et le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar ; de même, elles doivent s'abstenir de toute forme de représailles contre les personnes qui coopèrent avec ces mécanismes. La junte devrait aussi mettre en œuvre sans délai les mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice et reconnaître la juridiction de la Cour pénale internationale.

Monsieur le Rapporteur spécial,

Nous saluons les recommandations faites à un nombre d'acteurs clé dans votre papier de conférence. Que recommanderiez-vous plus particulièrement aux pays qui continuent de coopérer économiquement ou militairement avec la junte ?

Je vous remercie de votre attention.